

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉNONCÉ DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers consolidés et de l'information financière présentée dans ce rapport annuel. Cette responsabilité comprend le choix de conventions et de pratiques comptables ainsi que le recours au jugement et à des estimations nécessaires pour la préparation des états financiers consolidés, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le présent rapport annuel et s'est assurée qu'elle correspond aux états financiers consolidés.

La direction maintient des systèmes de contrôle interne conçus en vue de fournir une assurance raisonnable quant à la protection des éléments d'actif et à la pertinence et la fiabilité de l'information financière produite.

Le conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction remplit ses responsabilités à l'égard de l'information financière et est responsable de la révision et de l'approbation des états financiers consolidés. Le conseil d'administration s'acquitte de cette tâche principalement par l'entremise de son comité de vérification, composé exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification se réunit périodiquement avec la direction et les vérificateurs externes afin de discuter des contrôles internes et de sujets portant sur la vérification et la présentation de l'information financière. Il révisé également le rapport annuel, les états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes. Le comité de vérification recommande les vérificateurs externes, qui sont ensuite nommés par les actionnaires. Les vérificateurs externes ont librement accès au comité de vérification. Les états financiers consolidés ont été vérifiés par les vérificateurs externes Deloitte & Touche s.r.l., dont le rapport est présenté ci-après.



LINO A. SAPUTO, JR.
Président et
chef de la direction



LOUIS-PHILIPPE CARRIÈRE, FCA
Vice-président exécutif,
finances et administration, et secrétaire

29 mai 2009

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES DE SAPUTO INC.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Saputo inc. aux 31 mars 2009 et 2008 et les états consolidés des résultats, du résultat étendu, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 mars 2009 et 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Montréal (Québec)
29 mai 2009

¹ Permis de vérification de comptable agréé n° 17046.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars, sauf les données par action)	2009	2008
Revenus	5 793 263 \$	5 058 900 \$
Coût des ventes, frais de ventes et d'administration	5 245 464	4 532 856
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices	547 799	526 044
Amortissement (notes 4 et 5)	108 284	79 434
Bénéfice d'exploitation	439 515	446 610
Intérêts sur la dette à long terme	20 684	18 806
Autres intérêts, nets (note 13)	11 031	6 538
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	407 800	421 266
Impôts sur les bénéfices (note 14)	128 852	133 066
Bénéfice net	278 948 \$	288 200 \$
Résultat par action (note 15)		
Bénéfice net		
De base	1,35 \$	1,40 \$
Dilué	1,34 \$	1,38 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars)	2009	2008
Bénéfice net	278 948 \$	288 200 \$
Autres éléments du résultat étendu :		
Écart de conversion		
Variations nettes des gains (pertes) non réalisés sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	163 896	(63 750)
Variations nettes des flux de trésorerie couverts		
Perte sur les éléments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie liés aux intérêts, net des impôts	(1 263)	-
Total des autres éléments du résultat étendu	162 633	(63 750)
Résultat étendu	441 581 \$	224 450 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars)	2009	2008
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	1 206 568 \$	1 085 081 \$
Bénéfice net	278 948	288 200
Dividendes	(111 660)	(94 455)
Excédent du prix d'achat du capital-actions sur la valeur comptable (note 10)	-	(72 258)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	1 373 856 \$	1 206 568 \$

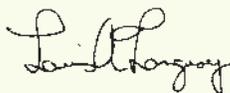
BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 mars (en milliers de dollars)	2009	2008
ACTIF		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	43 884 \$	165 710 \$
Débiteurs	427 227	408 973
Stocks (note 2)	583 594	533 686
Impôts à recevoir	9 585	10 252
Impôts futurs (note 14)	23 881	17 150
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	37 501	43 729
	1 125 672	1 179 500
Placement de portefeuille (note 3)	41 343	41 343
Immobilisations (note 4)	1 149 662	871 739
Écart d'acquisition (note 5)	760 283	522 546
Marques de commerce et autres actifs incorporels (note 5)	327 516	38 043
Autres éléments d'actif (note 6)	88 326	75 257
Impôts futurs (note 14)	6 301	5 048
	3 499 103 \$	2 733 476 \$
PASSIF		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires (note 7)	139 399 \$	222 584 \$
Créditeurs et charges à payer	484 866	409 323
Impôts à payer	113 910	111 511
Impôts futurs (note 14)	6 348	19 790
Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an (note 8)	214 421	-
	958 944	763 208
Dette à long terme (note 8)	403 065	225 830
Autres éléments de passif (note 9)	22 180	13 972
Impôts futurs (note 14)	142 566	111 306
	1 526 755	1 114 316
CAPITAUX PROPRES		
Bénéfices non répartis	1 373 856	1 206 568
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 12)	16 219	(146 414)
	1 390 075 \$	1 060 154 \$
Capital-actions (note 10)	555 529	536 921
Surplus d'apport (note 11)	26 744	22 085
	1 972 348	1 619 160
	3 499 103 \$	2 733 476 \$

Au nom du conseil,



LINO SAPUTO
Administrateur



LOUIS A. TANGUAY
Administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars)	2009	2008
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Exploitation		
Bénéfice net	278 948 \$	288 200 \$
Éléments sans incidence sur les espèces et quasi-espèces		
Rémunération à base d'actions	7 791	8 279
Amortissement	108 284	79 434
Gain à la cession d'immobilisations	(3 450)	(144)
Impôts futurs	2 721	15 838
Unités d'actions différées	(62)	1 265
Excédent du financement des régimes des employés sur le coût	(4 761)	(2 019)
	389 471	390 853
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	77 817	(99 791)
	467 288	291 062
Investissement		
Acquisitions d'entreprises (note 16)	(630 353)	(254 204)
Placement de portefeuille	-	1 648
Ajouts aux immobilisations	(121 863)	(101 723)
Produit à la cession d'immobilisations	9 032	5 285
Autres éléments d'actif	(12 181)	(5 443)
	(755 365)	(354 437)
Financement		
Produit tiré de la dette à long terme	340 000	-
Emprunts bancaires	(81 682)	91 413
Émission de capital-actions	14 921	28 366
Rachat de capital-actions	-	(81 472)
Dividendes	(111 660)	(94 455)
	161 579	(56 148)
Diminution des espèces et quasi-espèces	(126 498)	(119 523)
Incidence des écarts de taux de change sur les espèces et les quasi-espèces	4 672	8 339
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	165 710	276 894
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	43 884 \$	165 710 \$
Information complémentaire		
Intérêts payés	29 242 \$	25 767 \$
Impôts sur les bénéfices payés	124 829 \$	92 235 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 mars 2009 et 2008

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les données sur les options, les unités d'actions et les actions.)

NOTE 1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

Durant l'exercice, la Société a adopté les conventions comptables suivantes telles que décrites dans le *Manuel de l'ICCA* (Institut Canadien des Comptables Agréés) :

STOCKS

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté le chapitre 3031 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Stocks », qui remplace le chapitre 3030 du même nom. Le nouveau chapitre donne des directives quant à la base et à la méthode d'évaluation des stocks et permet aussi la reprise de dépréciations antérieures. Le chapitre donne aussi de nouvelles directives concernant les informations à fournir sur les méthodes comptables adoptées, les valeurs comptables, les montants comptabilisés en charges, les dépréciations et le montant de toute reprise de dépréciation. Cette nouvelle norme harmonise la méthode de comptabilisation des stocks selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) avec celle des Normes internationales d'information financière (IFRS). La présentation des stocks de la Société est conforme aux recommandations de ce nouveau chapitre. Il n'y avait pas d'ajustements importants aux valeurs comptables des stocks à l'adoption de cette nouvelle norme.

RISQUE DE CRÉDIT ET JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS ET DES PASSIFS FINANCIERS

Avec prise d'effet le 20 janvier 2009, la Société a adopté le CPN-173 du *Manuel de l'ICCA*, Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers. Selon cette nouvelle norme, le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. L'adoption de cette recommandation n'a eu aucun impact significatif sur les états financiers consolidés.

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

RECOURS À DES ESTIMATIONS

Dans le cadre de la préparation des états financiers conformément aux PCGR, la direction doit procéder à des estimations telles que la valeur nette de réalisation des stocks, la durée de vie utile, la dépréciation et l'amortissement des immobilisations, l'évaluation de l'écart d'acquisition, du placement de portefeuille, des marques de commerce et autres actifs incorporels, de l'allocation du prix d'achat, de la juste valeur des instruments financiers et des impôts, ainsi que certaines hypothèses actuarielles et économiques utilisées dans le calcul du coût des régimes de retraite à prestations déterminées, de la juste valeur des actifs à long terme, de l'obligation au titre des prestations de retraite constituées et de l'actif des régimes de retraite, et de rémunération à base d'actions qui influent sur les montants déclarés des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants des revenus et des charges de l'exercice. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société ainsi que de ses filiales. Toutes les transactions et soldes interentreprises ont été éliminés. Les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle effectif sont consolidées. La participation dans une coentreprise qui était sous contrôle conjoint était comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle pour la période jusqu'à sa vente. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont inclus aux états consolidés des résultats depuis leurs dates respectives d'acquisition.

ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

Les espèces et quasi-espèces sont principalement composés de liquidités non grevées d'affectations et de placements à court terme dont l'échéance initiale, au moment de l'acquisition, est de trois mois ou moins.

STOCKS

Les stocks de produits finis, de matières premières et de produits en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La Société utilise la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont établis en fonction des écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'actif et du passif et sont mesurés en fonction des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur au moment où ces écarts sont censés se résorber. Les actifs d'impôts futurs ne sont constatés que dans la mesure où, de l'avis de la direction, il est plus probable qu'improbable qu'ils soient réalisés.

PLACEMENT DE PORTEFEUILLE

Le placement de portefeuille est comptabilisé au coût moins l'excédent des dividendes reçus par rapport à la quote-part de la Société dans les résultats cumulés. La Société surveille son investissement afin de détecter les baisses de valeur autres que temporaires et enregistre aux résultats une baisse de valeur autre que temporaire lorsqu'elle survient.

NOTE 1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties de façon linéaire sur leur durée de vie utile estimative en fonction des durées suivantes :

Bâtiments	20 à 40 ans
Mobilier, machinerie et équipement	3 à 20 ans
Matériel roulant	5 à 10 ans ou en fonction du kilométrage parcouru

Les actifs destinés à la vente sont comptabilisés au moindre de sa valeur comptable ou de sa juste valeur moins les coûts de cession, et aucun amortissement n'est comptabilisé.

PERTE DE VALEUR DES ACTIFS À LONG TERME

Dans le cas où des éléments portent à croire que la valeur comptable d'actifs à long terme pourrait ne pas être recouvrable, les flux de trésorerie estimatifs non actualisés sont projetés sur leur durée restante et comparés à la valeur comptable. Dans la mesure où ces projections indiquent que les flux de trésorerie non actualisés futurs ne sont pas suffisants pour recouvrer les valeurs comptables des actifs connexes, une charge est comptabilisée en vue de réduire la valeur comptable afin que celle-ci corresponde à la juste valeur, soit aux flux de trésorerie futurs projetés actualisés.

ÉCART D'ACQUISITION, MARQUES DE COMMERCE ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS

L'écart d'acquisition et les marques de commerce ne sont pas amortis, mais sont plutôt soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquaient que les actifs pourraient avoir subi une baisse de valeur. Les valeurs comptables de l'écart d'acquisition et des marques de commerce sont comparées à leurs justes valeurs respectives et toute baisse de valeur, le cas échéant, est imputée aux résultats. Les autres actifs incorporels sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile qui varie entre 5 et 15 années.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société répartit le prix d'acquisition aux actifs corporels et incorporels acquis et aux passifs pris en charge, en fonction de la juste valeur estimative à la date d'acquisition, l'excédent du prix d'achat étant attribué à l'écart d'acquisition.

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi est établi d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition des prestations au prorata des services et à des hypothèses à l'égard du rendement prévu de l'actif des régimes, lequel est fondé sur une valeur liée au marché, du taux de croissance de la rémunération, de l'âge de la retraite et des coûts prévus des soins de santé et autres avantages postérieurs à l'emploi. Le coût des services rendus au cours de l'exercice est comptabilisé aux résultats dans l'exercice considéré. Conformément aux PCGR, le coût des services passés ainsi que les gains ou pertes actuariels nets des régimes à prestations déterminées qui excèdent 10 % du plus élevé de l'obligation au titre des prestations constituées ou de la juste valeur de l'actif des régimes sont amortis sur la durée résiduelle moyenne d'activités future des employés actifs admissibles aux prestations en vertu des régimes. La Société répartit la variation de la valeur de l'actif sur une période de cinq ans afin de déterminer le coût des régimes à prestations déterminées. Lorsque la restructuration d'un régime d'avantages sociaux entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations découlant de ce régime, la compression est comptabilisée avant le règlement. Le nombre moyen prévu d'années de service futures des employés actifs admissibles aux prestations en vertu des régimes est de 11,5 années.

CONSTATATION DES REVENUS

La Société constate ses revenus au moment de la livraison lorsque la propriété et les risques de perte sont transférés aux clients, que le prix est déterminable, que le recouvrement est raisonnablement assuré et qu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord. Les revenus sont enregistrés nets des incitatifs à la vente incluant les rabais sur volume, les frais de référencement et les rabais de publicité.

CONVERSION DES DEVICES

Les postes du bilan des établissements autonomes situés à l'extérieur du Canada ont été convertis en dollars canadiens selon les taux de change en vigueur en date des bilans, alors que les postes des états des résultats ont été convertis en utilisant les taux de change moyens mensuels en vigueur au cours des périodes. Les gains (pertes) non réalisés sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes, présentés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, représentent le cumul des gains (pertes) de change résultant des investissements nets de la Société dans des établissements autonomes situés à l'extérieur du Canada. La variation des gains (pertes) non réalisés sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes résulte principalement de la variation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les postes des états financiers de la Société et de ses filiales libellés en devises ont été convertis en utilisant les taux de change en vigueur en date des transactions pour les éléments de revenus et charges, et le taux de change en date des bilans pour les éléments d'actifs et de passifs monétaires. Les actifs et les passifs non monétaires sont convertis en utilisant les taux de change historiques. Les gains ou les pertes de change résultant de ces conversions sont inclus dans le coût des ventes, frais de vente et d'administration.

	2009	2008
Gain (perte) de change	1 962 \$	(99)\$

NOTE 1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La méthode de la juste valeur est utilisée pour comptabiliser aux résultats la rémunération à base d'actions. Cette méthode consiste à enregistrer aux résultats une charge répartie sur la période d'acquisition des droits des options octroyées. Lorsque les options sont exercées, toute contrepartie payée par les employés ainsi que la rémunération correspondante comptabilisée comme surplus d'apport sont créditées au capital-actions.

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est fondé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. L'effet dilutif des options d'achat d'actions est déterminé selon la méthode du rachat d'actions.

CRÉDITS D'IMPÔT POUR LA RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

La Société bénéficie de crédits d'impôt pour la recherche et développement relatifs aux frais d'exploitation et aux dépenses en immobilisations. Ces crédits sont comptabilisés en réduction des frais d'exploitation ou des immobilisations.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, comme il est indiqué à la note 20. Leur classement dépend de l'objectif visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

COUVERTURES

La Société utilise des dérivés de taux d'intérêt pour gérer la combinaison de taux d'intérêt variables à fixes sur la dette bancaire à long terme. La Société utilise présentement des couvertures de flux de trésorerie et n'utilise aucune couverture de juste valeur. Pour ses couvertures de flux de trésorerie, la portion efficace de la variation de la juste valeur de l'élément couvert est comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat étendu comparativement à la portion inefficace qui est comptabilisée dans la dépense d'intérêts. Les montants comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, en lien avec la couverture des flux de trésorerie, sont classifiés dans les résultats nets des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte les résultats nets.

CONVENTIONS COMPTABLES FUTURES

ÉCARTS D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Ce chapitre remplace les chapitres 3062, intitulé « Écarts d'acquisition » et 3450, intitulé « Frais de recherche et de développement ». Plusieurs changements ont été faits dans les autres chapitres de l'ICCA aux fins de conformité. Ce nouveau chapitre sera applicable pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. En conséquence, la Société adoptera ces nouvelles règles pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} avril 2009. Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et de communication de l'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels des entreprises à but lucratif. Les normes concernant l'écart d'acquisition n'ont pas changé comparativement à celles incluses dans le chapitre 3062. La Société croit que l'adoption de ce chapitre n'aura aucun impact significatif sur les états financiers consolidés.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

En 2006, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a publié un nouveau plan stratégique qui affectera significativement les exigences en matière de présentation financière des sociétés canadiennes. Le plan stratégique du CNC décrit la convergence des PCGR du Canada aux normes internationales (IFRS) au cours d'une période de transition d'environ cinq ans. En février 2008, le CNC a annoncé que la date de basculement des PCGR du Canada actuels aux IFRS, pour les entités publiques, serait 2011. Cette date est valide pour les états financiers intermédiaires et annuels relativement aux exercices débutant le ou après le 1^{er} janvier 2011. En conséquence, la date de transition du 1^{er} avril 2011 pour la Société exigera le retraitement des montants comparatifs émis par la Société pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011. La Société a commencé l'évaluation de l'adoption des IFRS pour 2011 ; cependant, l'impact de cette transition aux IFRS sur les états financiers consolidés ne peut être estimé à ce moment-ci.

NOTE 2 STOCKS

	2009	2008
Produits finis	368 456 \$	322 550 \$
Matières premières, produits en cours et fournitures	215 138	211 136
	583 594 \$	533 686 \$

Le montant des stocks constaté à titre de charge au coût des ventes pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009 est de 4 715 075 000 \$ (4 053 743 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2008).

La Société a enregistré une dévaluation des stocks de 20 900 000 \$ (néant en 2008) qui est incluse dans le montant des stocks constaté à titre de charge au coût des ventes durant l'exercice.

NOTE 3 PLACEMENT DE PORTEFEUILLE

	2009	2008
Participation en capital-actions de 21 % dans Dare Holdings Ltd.	41 343 \$	41 343 \$

Un dividende de 1 500 000 \$ a été reçu durant l'exercice 2009 et a été comptabilisé comme revenu (néant en 2008).

Durant l'exercice 2008, la Société a reçu de Dare Holdings Ltd. un montant de 1 648 000 \$ en relation au plein remboursement d'un emprunt, qui avait été regroupé dans le placement.

NOTE 4 IMMOBILISATIONS

	2009			2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	42 243 \$	- \$	42 243 \$	34 117 \$	- \$	34 117 \$
Bâtiments	417 335	90 675	326 660	337 789	74 679	263 110
Mobilier, machinerie et équipement	1 321 468	548 676	772 792	997 317	431 054	566 263
Matériel roulant	13 329	7 864	5 465	12 478	7 662	4 816
Destinées à la vente	2 502	-	2 502	3 433	-	3 433
	1 796 877 \$	647 215 \$	1 149 662 \$	1 385 134 \$	513 395 \$	871 739 \$

Au cours de l'exercice, la dépense d'amortissement relativement aux immobilisations a totalisé 97 245 000 \$ (78 920 000 \$ en 2008) et un gain à la cession d'immobilisations destinées à la vente de 3 450 000 \$ (144 000 \$ en 2008) a été comptabilisé dans le poste Coût des ventes, frais de vente et d'administration. Ces actifs destinés à la vente ont trait principalement à des terrains et des bâtiments au Canada et aux États-Unis en raison de la fermeture de certaines usines.

Durant l'exercice 2009, une dévaluation des immobilisations de 8 649 000 \$ a été comptabilisée relativement à une fermeture d'usine dans le Secteur Produits laitiers USA (néant en 2008) et est inclus dans la dépense d'amortissement.

La valeur comptable nette des immobilisations en cours de construction, qui ne font pas l'objet d'un amortissement, totalisait 67 707 000 \$ au 31 mars 2009 (46 593 000 \$ au 31 mars 2008) ; ces immobilisations sont principalement constituées de machinerie et d'équipement.

NOTE 5 ÉCART D'ACQUISITION, MARQUES DE COMMERCE ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS

	2009			2008		
	Secteur Produits laitiers	Secteur Produits d'épicerie	Total	Secteur Produits laitiers	Secteur Produits d'épicerie	Total
Écart d'acquisition						
Solde au début de l'exercice	353 116 \$	169 430 \$	522 546 \$	377 949 \$	169 430 \$	547 379 \$
Écart de conversion	61 508	-	61 508	(24 833)	-	(24 833)
Acquisitions d'entreprises (note 16)	176 229	-	176 229	-	-	-
Total des écarts d'acquisition	590 853 \$	169 430 \$	760 283 \$	353 116 \$	169 430 \$	522 546 \$
Marques de commerce						
Solde au début de l'exercice	28 125 \$	2 000 \$	30 125 \$	30 340 \$	2 000 \$	32 340 \$
Écart de conversion	4 630	-	4 630	(2 215)	-	(2 215)
Acquisitions d'entreprises (note 16)	223 200	-	223 200	-	-	-
Solde à la fin de l'exercice	255 955 \$	2 000 \$	257 955 \$	28 125 \$	2 000 \$	30 125 \$
Autres actifs incorporels						
Solde au début de l'exercice	7 918 \$	- \$	7 918 \$	- \$	- \$	- \$
Écart de conversion	933	-	933	(648)	-	(648)
Acquisitions d'entreprises (note 16)	63 100	-	63 100	9 080	-	9 080
Amortissement	(2 390)	-	(2 390)	(514)	-	(514)
Solde à la fin de l'exercice	69 561 \$	- \$	69 561 \$	7 918 \$	- \$	7 918 \$
Total des marques de commerce et autres actifs incorporels	325 516 \$	2 000 \$	327 516 \$	36 043 \$	2 000 \$	38 043 \$

NOTE 6 AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	2009	2008
Actif net au titre des régimes de retraite (note 17)	61 040 \$	56 239 \$
Taxes à recevoir	18 993	10 822
Autres	8 293	8 196
	88 326 \$	75 257 \$

NOTE 7 EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires non garantis comme suit :

Facilités de crédit	Disponible pour utilisation			Montant utilisé	
	Échéance	Équivalent en devise canadienne	Devise de base	2009	2008
Amérique du Nord-Devise US	⁽¹⁾ Décembre 2012	163 969	130 000 USD	-	-
Amérique du Nord-Devise CAD	⁽¹⁾ Décembre 2012	466 681	370 000 USD	390 000	173 668
Canada	⁽²⁾ Mai 2009	40 000	40 000 CAD	40 000	-
Canada	⁽³⁾ Annuel	40 400	40 400 CAD	-	-
Argentine	⁽⁴⁾ Annuel	18 299	55 150 ARS	-	-
Argentine	⁽⁴⁾ Annuel	52 155	41 350 USD	47 927	48 085
Allemagne	⁽⁵⁾ Annuel	8 355	5 000 EUR	1 472	396
Royaume-Uni	⁽⁵⁾ Annuel	12 615	7 000 BPS	-	435
		802 474		479 399 (340 000)	222 584
Montant classifié à long terme				139 399	222 584

¹ Portent intérêt à des taux basés sur le taux préférentiel des prêteurs majorés jusqu'à un maximum de 0,25 % ou du taux LIBOR ou du taux des acceptations bancaires majorés de 0,50 % jusqu'à un maximum de 1,125 %, selon un ratio financier de la Société.

² Portent intérêt à des taux basés sur le taux préférentiel des prêteurs majorés jusqu'à un maximum de 1,00 % ou du taux LIBOR ou du taux des acceptations bancaires majorés de 1,50 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon un ratio financier de la Société.

³ Portent intérêts à des taux basés sur le taux préférentiel des prêteurs.

⁴ Portent intérêt au taux local.

⁵ Portent intérêt au taux de base majorés de 1,50 % ou LIBOR-EUROBOR majorés de 1,50 %.

NOTE 8 DETTE À LONG TERME

	2009	2008
Effets de premier rang non garantis		
8,12 %, échéant en novembre 2009 (170 000 000 \$ US)	214 421 \$	174 505 \$
8,41 %, échéant en novembre 2014 (50 000 000 \$ US)	63 065	51 325
Emprunts bancaires non garantis (note 7)	340 000	-
300 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 % ou au taux LIBOR ou taux des acceptations bancaires majoré de 0,50 % jusqu'à un maximum de 1,125 % (taux d'intérêt en vigueur en raison des swaps du taux d'intérêt de 1,05 % majoré de 0,50 % jusqu'à un maximum de 1,125 %), selon un ratio financier de la Société		
40 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 % ou au taux LIBOR ou taux des acceptations bancaires majoré de 0,50 % jusqu'à un maximum de 1,125 %, selon un ratio financier de la Société		
	617 486	225 830
Tranche échéant à moins de un an	214 421	-
	403 065 \$	225 830 \$

NOTE 8 DETTE À LONG TERME (suite)

Les versements estimatifs de capital sont les suivants :

2010	214 421 \$
2011	200 000
2012	140 000
2013	-
2014	-
Exercices subséquents	63 065
	617 486 \$

NOTE 9 AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	2009	2008
Avantages sociaux futurs (note 17)	9 797 \$	9 202 \$
Autres	12 383	4 770
	22 180 \$	13 972 \$

NOTE 10 CAPITAL-ACTIONS

AUTORISÉ

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont votantes et participantes. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, les modalités et les privilèges de chaque série devant être établis au moment de leur création.

DIVIDENDE EN ACTION

Le 6 novembre 2007, la Société a déclaré un dividende en action de 100 % par lequel les actionnaires de la Société ont reçu une action supplémentaire pour chaque action détenue. Le dividende en action est applicable aux porteurs d'actions ordinaires inscrits à la fermeture des activités le 10 décembre 2007, ce qui a le même effet qu'un fractionnement de deux pour un des actions ordinaires en circulation de la Société.

	2009	2008
ÉMIS		
207 087 283 actions ordinaires (205 962 964 en 2008)	555 529 \$	536 921 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2009, 1 124 319 actions ordinaires (2 314 370 en 2008) ont été émises pour un montant de 14 921 000 \$ (28 366 000 \$ en 2008) en vertu du régime d'options d'achat d'actions. Pour les options d'achat d'actions octroyées depuis le 1^{er} avril 2002, le montant comptabilisé auparavant comme une augmentation du surplus d'apport a été transféré au capital-actions à l'exercice de ces options. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009, le montant transféré du surplus d'apport s'élève à 3 687 000 \$ (6 032 000 \$ en 2008).

Dans le cadre d'un programme de rachat dans le cours normal des activités, commencé le 13 novembre 2007 et venant à échéance le 12 novembre 2008, la Société pouvait acheter, à des fins d'annulation, un maximum de 10 272 848 actions ordinaires. Durant l'exercice, la Société n'a pas acheté d'actions ordinaires dans le cadre de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Dans le cadre d'un nouveau programme de rachat dans le cours normal des activités, commencé le 13 novembre 2008 et venant à échéance le 12 novembre 2009, la Société peut acheter, à des fins d'annulation, un maximum de 10 340 377 actions ordinaires. Durant l'exercice se terminant le 31 mars 2009, la Société n'a pas acheté d'actions ordinaires dans le cadre de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2008, la Société a acheté 3 705 240 actions ordinaires à des prix variant entre 21,73 \$ à 22,00 \$. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions, d'un montant de 72 258 000 \$, a été imputé aux bénéfices non répartis.

RÉGIME D'OPTION D'ACHAT D' ACTIONS

La Société a mis sur pied un régime d'options d'achat d'actions visant l'achat d'actions ordinaires par des employés clés, des dirigeants et des administrateurs de la Société. Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du régime ne peut dépasser 28 000 000 d'actions. Le prix d'exercice de chaque option octroyée avant le 31 juillet 2007, correspond au cours de clôture des actions de la Société la journée précédant la date d'octroi. Après cette date, les options peuvent être exercées à un prix qui ne peut être inférieur à la moyenne pondérée du cours de clôtures des actions pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi. Ces options sont acquises à raison de 20 % par année et expirent dix ans après la date de leur octroi.

NOTE 10 CAPITAL-ACTIONS (suite)

Les options émises et en circulation à la fin de l'exercice sont les suivantes :

Périodes d'octroi	Prix d'exercice	2009		2008	
		Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
1999	8,06 \$ à 9,37 \$	-	-	20 480	9,22 \$
2000	9,85 \$	33 436	9,85 \$	111 404	9,85 \$
2001	6,75 \$	157 440	6,75 \$	217 836	6,75 \$
2002	9,50 \$ à 11,50 \$	269 398	9,52 \$	409 246	9,52 \$
2003	15,18 \$	544 730	15,18 \$	745 912	15,18 \$
2004	11,25 \$	908 166	11,25 \$	1 203 594	11,25 \$
2005	16,53 \$	1 003 300	16,53 \$	1 138 316	16,53 \$
2006	18,08 \$	1 255 410	18,08 \$	1 383 476	18,08 \$
2007	16,35 \$	1 765 450	16,35 \$	1 933 324	16,35 \$
2008	23,09 \$	1 618 484	23,09 \$	1 729 840	23,09 \$
2009	27,81 \$	1 573 027	27,81 \$	-	-
		9 128 841	16,93 \$	8 893 428	16,52 \$
Options pouvant être levées à la fin de l'exercice		4 176 760	15,03 \$	3 535 818	13,56 \$

Le nombre d'options en circulation a varié de la façon suivante :

	2009		2008	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	8 893 428	16,52 \$	9 711 216	14,32 \$
Options octroyées	1 634 393	27,81 \$	1 779 172	23,09 \$
Options levées	(1 124 319)	13,27 \$	(2 314 370)	12,25 \$
Options annulées	(274 661)	20,83 \$	(282 590)	17,46 \$
Solde à la fin de l'exercice	9 128 841	16,93 \$	8 893 428	16,52 \$

Le prix d'exercice des options octroyées durant l'exercice 2009 est de 27,81 \$, ce qui correspond à la moyenne pondérée du cours des actions sur le marché pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi (23,09 \$ en 2008).

La juste valeur des options d'achat d'actions octroyées au cours de l'exercice 2009 a été estimée à 4,98 \$ par option (7,17 \$ en 2008) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	2009	2008
Taux d'intérêt sans risque :	3,0 %	4,0 %
Durée prévue des options :	5 ans	5 ans
Volatilité :	19 %	25 %
Taux de dividendes :	1,7 %	2,1 %

Une charge de rémunération de 7 791 000 \$ (6 865 000 \$ après impôts sur les bénéfices) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée à l'état des résultats pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 et de 8 279 000 \$ (7 323 000 \$ après impôts sur les bénéfices) pour l'exercice terminé le 31 mars 2008.

L'incidence de cette charge sur le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action est de 0,03 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 et de 0,04 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2008.

Des options visant l'acquisition de 2 232 039 actions ordinaires à un prix de 21,40 \$ l'action ont été octroyées le 1^{er} avril 2009.

NOTE 10 CAPITAL-ACTIONS (suite)

RÉGIME D'OCTROI D'UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES À L'INTENTION DES ADMINISTRATEURS

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2004, tous les administrateurs admissibles de la Société ont reçu annuellement un nombre fixe d'unités d'actions différées (octroi annuel) qui ont été octroyées sur une base trimestrielle, conformément au régime d'unités d'actions différées. Les administrateurs peuvent choisir de recevoir une somme en espèces ou des unités d'actions différées comme rémunération. Le nombre d'unités émises à chaque administrateur est basé sur la valeur de marché des actions ordinaires de la Société à chaque date d'octroi. Suivant la cessation des fonctions d'un administrateur de la Société, un paiement en espèces égal à la valeur de marché des unités d'actions différées accumulées est versé. Le passif lié à ces unités est ajusté en multipliant le nombre d'unités en circulation par la valeur de marché des actions ordinaires à la fin de l'exercice de la Société. La variation du passif est enregistrée comme une charge au coût des ventes, frais de vente et d'administration par la Société.

	2009		2008	
	Unités	Passif	Unités	Passif
Au début de l'exercice	112 601	3 447 \$	85 450	2 182 \$
Octroi annuel	18 000	433	16 000	421
Rémunération du conseil	15 462	364	11 151	367
(Diminution) augmentation en raison de la variation du prix des actions	-	(859)	-	477
À la fin de l'exercice	146 063	3 385 \$	112 601	3 447 \$

NOTE 11 SURPLUS D'APPORT

	2009	2008
Surplus d'apport au début de l'exercice	22 085 \$	18 864 \$
Rémunération à base d'actions	7 791	8 279
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	555	974
Montant transféré au capital-actions à l'exercice des options	(3 687)	(6 032)
Surplus d'apport à la fin de l'exercice	26 744 \$	22 085 \$

NOTE 12 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

	Solde au 1 ^{er} avril 2008	Changements nets produits durant l'exercice	Solde au 31 mars 2009
(Pertes) gains nets non réalisés sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(146 414)\$	163 896 \$	17 482 \$
Pertes sur les éléments dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie liés aux intérêts, nets d'impôts	-	(1 263)	(1 263)
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de l'exercice	(146 414)\$	162 633 \$	16 219 \$

	Solde au 1 ^{er} avril 2007	Changements nets produits durant l'exercice	Solde au 31 mars 2008
Pertes nettes non réalisées sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(82 664)\$	(63 750)	(146 414)\$
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de l'exercice	(82 664)\$	(63 750)\$	(146 414)\$

NOTE 13 AUTRES INTÉRÊTS

	2009	2008
Charges	11 380 \$	7 707 \$
Revenus	(349)	(1 169)
	11 031 \$	6 538 \$

NOTE 14 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts sur les bénéfices se détaille comme suit :

	2009	2008
Impôts exigibles	126 131 \$	117 228 \$
Impôts futurs	2 721	15 838
	128 852 \$	133 066 \$

Rapprochement des impôts sur les bénéfices, calculés aux taux canadiens prévus par la loi, et de la charge d'impôts sur les bénéfices présentée à l'état des résultats :

	2009	2008
Impôts sur les bénéfices, calculés aux taux canadiens prévus par la loi	126 677 \$	131 946 \$
Écarts attribuables aux éléments suivants :		
Incidence des taux d'imposition de filiales étrangères	5 306	6 576
Modification des lois fiscales et des taux d'imposition	(857)	(6 577)
Bénéfice découlant de placements dans des filiales	(15 008)	(12 038)
Rémunération à base d'actions	1 776	1 891
Effet des pertes fiscales reportables	3 493	4 480
Autres	7 465	6 788
Charge d'impôts sur les bénéfices	128 852 \$	133 066 \$

L'incidence fiscale d'écarts temporaires qui donnent lieu à une partie importante de l'actif et du passif d'impôts futurs se présente comme suit :

	2009	2008
Actif d'impôts futurs		
Créditeurs et charges à payer	14 677 \$	10 153 \$
Pertes fiscales	2 505	904
Placement de portefeuille	740	738
Autres	7 135	8 563
	25 057 \$	20 358 \$

	2009	2008
Passif d'impôts futurs		
Stocks	1 732 \$	19 390 \$
Immobilisations	107 310	79 395
Actif net au titre des régimes de retraite	13 625	12 092
Autres éléments d'actif	10 647	7 904
Dettes à long terme	10 475	10 475
	143 789 \$	129 256 \$

Présentés dans les états financiers à titre de :

	2009	2008
Actif d'impôts futurs à court terme	23 881 \$	17 150 \$
Actif d'impôts futurs à long terme	6 301	5 048
Passif d'impôts futurs à court terme	(6 348)	(19 790)
Passif d'impôts futurs à long terme	(142 566)	(111 306)
Passif d'impôts futurs, net	(118 732)\$	(108 898)\$

NOTE 15 RÉSULTAT PAR ACTION

	2009	2008
Bénéfice net	278 948 \$	288 200 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	206 720 191	205 660 927
Options dilutives	1 595 432	2 638 598
Nombre dilué d'actions ordinaires en circulation	208 315 623	208 299 525
Bénéfice de base par action	1,35 \$	1,40 \$
Bénéfice dilué par action	1,34 \$	1,38 \$

Lors du calcul du résultat dilué par action, 1 573 027 options (néant en 2008) avaient été exclues en raison de leur prix d'exercice supérieur à la valeur de marché moyenne.

Les actions acquises au cours de l'exercice 2008, dans le cadre des programmes de rachat dans le cours normal des activités, ont été exclues du calcul du résultat par action à la date d'acquisition.

NOTE 16 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Le 1^{er} avril 2008, la Société a complété l'acquisition des activités fromagères d'Alto Dairy Cooperative aux États-Unis pour une contrepartie en espèces de 161 074 000 \$. Les justes valeurs attribuées aux actifs nets acquis étaient de 31 709 000 \$ pour les débiteurs, de 22 096 000 \$ pour les stocks, de 262 000 \$ pour les frais payés d'avance, de 27 182 000 \$ pour les créiteurs, de 70 840 000 \$ pour les immobilisations et de 63 349 000 \$ pour l'écart d'acquisition.

Le 1^{er} décembre 2008, la Société a complété l'acquisition des activités laitières de Neilson Dairy, la division laitière de Weston Foods (Canada) Inc., pour une contrepartie en espèces de 469 279 000 \$. Les justes valeurs attribuées aux actifs acquis étaient de 29 983 000 \$ pour les débiteurs, de 9 859 000 \$ pour les stocks, de 378 000 \$ pour les frais payés d'avance, de 56 041 000 \$ pour les créiteurs, de 87 040 000 \$ pour les immobilisations, de 223 200 000 \$ pour les marques de commerce, de 63 100 000 \$ pour les autres actifs intangibles, de 1 120 000 \$ pour un passif d'impôt futur et de 112 880 000 \$ pour l'écart d'acquisition. La répartition finale du prix d'acquisition sera terminée au cours du prochain exercice.

Au cours de l'exercice 2008, la Société a acquis les activités fromagères industrielles de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine pour une contrepartie en espèces de 250 904 000 \$. Les justes valeurs attribuées aux actifs acquis étaient de 22 880 000 \$ pour les stocks, de 585 000 \$ pour les frais payés d'avance, de 845 000 \$ pour les créiteurs, de 222 504 000 \$ pour les immobilisations et de 5 780 000 \$ pour les autres actifs intangibles.

Au cours de l'exercice 2008, la Société a aussi acquis des quotas d'importation d'une entreprise soumise à l'influence notable de son principal actionnaire pour la Division Produits laitiers (Canada) pour une contrepartie en espèces de 3 300 000 \$. Cet achat a été attribué aux autres actifs intangibles.

NOTE 17 RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées ainsi que d'autres avantages sociaux comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires à ses employés et retraités admissibles.

En vertu des dispositions des régimes à prestations déterminées, les prestations sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des dernières années de service ou le salaire de fin de carrière. Une partie des cotisations est assurée par les employés et l'autre par des cotisations de la Société, établies suivant les conseils d'actuaire indépendants. Des évaluations actuarielles ont été complétées en décembre 2006 et en juillet 2007. Les prochaines évaluations actuarielles sont prévues, au plus tard, le 31 décembre 2009. La date de mesure des actifs et des passifs des régimes de retraite est le 31 décembre.

Les régimes à cotisations déterminées prévoient le versement d'une cotisation annuelle donnant droit à une pension pour chaque employé participant.

L'actif des régimes se compose principalement d'actions de 41 % en sociétés canadiennes et étrangères (53 % en 2008), de 52 % en titres à revenu fixe (43 % en 2008), ainsi que de 7 % en encaisses et placements à court terme (4 % en 2008).

NOTE 17 RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (suite)

SITUATION FINANCIÈRE DES RÉGIMES

	2009		2008	
	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres régimes d'avantages sociaux	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres régimes d'avantages sociaux
Évolution de l'obligation au titre des prestations constituées				
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	196 170 \$	12 684 \$	199 938 \$	13 143 \$
Augmentation au cours de l'exercice	-	26	-	588
Coût des services rendus au cours de l'exercice	6 137	231	7 756	224
Frais d'intérêts	10 834	674	10 361	667
Prestations versées	(12 848)	(1 222)	(12 690)	(1 368)
Gains actuariels	(31 341)	(1 448)	(8 805)	(278)
Perte (gain) de change	728	385	(390)	(292)
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	169 680	11 330	196 170	12 684
Évolution de la juste valeur de l'actif des régimes				
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	192 060	-	193 146	-
Rendement réel de l'actif des régimes	(22 784)	-	657	-
Cotisations patronales	8 611	1 035	10 101	1 196
Cotisations salariales	1 100	187	1 125	172
Prestations versées	(12 848)	(1 222)	(12 690)	(1 368)
Gain (perte) de change	569	-	(279)	-
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	166 708	-	192 060	-
Situation de capitalisation				
Déficit, à la fin de l'exercice	(2 972)	(11 330)	(4 111)	(12 684)
Pertes actuarielles non amorties	68 628	505	65 903	2 223
Coût des services passés non amorti	853	201	963	201
Provision pour moins-value	(559)	-	(573)	-
(Actif) obligation transitoire non amorti	(6 437)	777	(7 593)	973
Actif (passif) à la date de mesure	59 513	(9 847)	54 589	(9 287)
Cotisations patronales entre la date de mesure et la fin de l'exercice	1 527	50	1 650	85
Actif (passif) net comptabilisé au bilan	61 040 \$	(9 797)\$	56 239 \$	(9 202)\$

La majorité des régimes de retraite à prestations déterminées présentent des obligations au titre des prestations constituées supérieures à l'actif net des régimes.

NOTE 17 RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (suite)

CHARGE AU TITRE DES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

	2009		2008	
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux
Régimes à prestations déterminées				
Coût des services courants pour l'employeur	5 037 \$	42 \$	6 631 \$	52 \$
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	10 834	674	10 361	667
Rendement réel de l'actif des régimes	22 784	-	(657)	-
Gains actuariels	(31 341)	(1 448)	(8 805)	(278)
Charge (revenu) au titre des régimes avant ajustements visant à prendre en compte la nature à long terme du coût	7 314	(732)	7 530	441
Écart entre le rendement prévu et le rendement réel de l'actif des régimes	(37 117)	-	(12 765)	-
Écart entre l'amortissement du coût des services passés et les modifications des régimes pour l'exercice	115	59	115	31
Écart entre les pertes actuarielles nettes constatées et les pertes actuarielles réelles sur l'obligation au titre des prestations constituées	34 651	1 573	13 858	636
Amortissement de l'(actif) obligation transitoire	(1 156)	196	(1 156)	196
Charge au titre des régimes à prestations déterminées avant la provision pour moins-value	3 807	1 096	7 582	1 304
Provision pour moins-value	(18)	-	392	-
Charge au titre des régimes à prestations déterminées	3 789	1 096	7 974	1 304
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées	15 537	-	12 733	-
Total de la charge au titre des régimes d'avantages sociaux	19 326 \$	1 096 \$	20 707 \$	1 304 \$

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009, la charge totale de la Société au titre des régimes d'avantages sociaux s'est élevée à 20 422 000 \$ (22 011 000 \$ en 2008) et la cotisation totale versée par la Société s'est chiffrée à 25 183 000 \$ (24 030 000 \$ en 2008).

Hypothèses moyennes pondérées

Pour calculer l'obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice :				
Taux d'actualisation	7,47 %	6,68 %	5,61 %	5,44 %
Taux de croissance de la rémunération	3,50 %	3,50 %	3,50 %	3,50 %
Pour calculer la charge au titre des régimes d'avantages sociaux :				
Taux d'actualisation	5,61 %	5,44 %	5,26 %	5,35 %
Taux de rendement à long terme prévu de l'actif des régimes	7,01 %	s.o.	7,30 %	s.o.
Taux de croissance de la rémunération	3,50 %	3,50 %	3,50 %	3,50 %

Aux fins de calcul, le taux de croissance annuel hypothétique des coûts liés à l'assurance-maladie, à l'assurance-vie et aux soins dentaires a été fixé entre 6,3 % et 7,6 % pour l'exercice 2010 et devrait diminuer graduellement pour atteindre 5 % en 2014. En comparaison, durant la période précédente, ce taux annuel a été fixé entre 6,6 % et 9 % pour l'exercice 2009 et devrait diminuer graduellement pour atteindre 6 % en 2013.

NOTE 18 ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

CONTRATS DE LOCATION

La Société exerce certaines de ses activités dans des locaux loués et est également liée en vertu de contrats de location pour de l'équipement et du matériel roulant. Les loyers minimaux exigibles s'établissent comme suit :

2010	13 769 \$
2011	10 042
2012	8 831
2013	7 251
2014	6 213
Exercices subséquents	11 360
	57 466 \$

NOTE 18 ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (suite)

La Société garantit à certains bailleurs une tranche de la valeur résiduelle de certains actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation dont les derniers viennent à échéance en 2014. Si la valeur de marché des actifs loués, à l'échéance de leur contrat de location-exploitation respectif, est inférieure à la valeur résiduelle garantie, la Société est tenue d'indemniser le bailleur pour le manque à gagner, sous réserve de certaines conditions, jusqu'à concurrence d'une valeur maximale. La Société est d'avis que le montant d'indemnisation potentiel n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

RÉCLAMATIONS

La Société est défenderesse dans certaines réclamations dans le cours normal de ses activités. De plus, la Société est défenderesse dans certaines réclamations et/ou avis de cotisations des autorités fiscales dans différentes juridictions. La Société est d'avis que le règlement final de ces réclamations et/ou appels de fonds n'aura aucune incidence importante sur ses résultats ni sur sa situation financière.

INDEMNISATIONS

De temps à autre, la Société fournit des indemnités à des tierces parties dans le cours normal de ses activités, dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs. Ces clauses d'indemnité peuvent toucher des ruptures de représentations et de garanties, de même que des réclamations futures à l'égard de certaines obligations, notamment en ce qui a trait à des questions fiscales ou environnementales. Les modalités de ces clauses d'indemnité sont de durées variées. Au 31 mars 2009, étant donné que la nature et le montant de ces indemnités dépendaient d'événements futurs, la Société n'était pas en mesure d'évaluer de manière raisonnable le paiement éventuel maximal qu'elle peut être tenue de verser en vertu de ces ententes. La Société n'a versé aucun paiement d'indemnité important par le passé et, aux 31 mars 2009 et 2008, elle n'a comptabilisé aucun passif lié à ces indemnités.

NOTE 19 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société reçoit des biens et services de sociétés qui sont sous influence notable de son actionnaire principal ou fournit des biens et services à ces sociétés. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités et elles ont été comptabilisées à la valeur d'échange qui correspond à la juste valeur de marché, qui est la valeur marchande de transactions similaires.

Les biens et services reçus sont les suivants :

	2009	2008
Frais de location, de déplacement, de transport, de logement et de produits en conserve	4 923 \$	3 669 \$
Frais de gestion pour la rémunération du président du conseil d'administration	500	500
	5 423 \$	4 169 \$

Les biens et services fournis sont les suivants :

Produits laitiers et services fournis par la Société	528 \$	379 \$
--	--------	--------

Il y a un montant dû par la Société de 1 380 000 \$ en relation avec ces transactions au 31 mars 2009 (néant en 2008).

NOTE 20 INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal des activités, la Société utilise plusieurs instruments financiers qui, de par leur nature, impliquent certains risques dont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. Le risque de marché inclut le risque de prix (dont le risque de prix des marchandises ainsi que le risque des marchandises cotées), le risque de taux de change ainsi que le risque de taux d'intérêt. Ces instruments financiers font l'objet de conditions habituelles de crédit, de contrôles financiers, de gestion du risque ainsi que de procédures de contrôle. L'analyse qui suit fournit des mesures du risque aux dates des bilans.

A) JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société a effectué les classements suivants dans la façon de déterminer la valeur comptable de chacun de ses instruments financiers :

Les espèces et quasi-espèces sont considérées comme des actifs détenus à des fins de transactions et sont évaluées à la juste valeur.

Les débiteurs sont classés comme des prêts et créances et sont évalués initialement à la juste valeur et subséquemment au coût amorti.

Le placement de portefeuille est considéré comme disponible à la vente et est évalué au coût puisqu'il n'est pas inscrit sur un marché actif.

NOTE 20 INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Les autres actifs qui répondent à la définition d'un actif financier sont classés comme des prêts et créances et sont évalués initialement à la juste valeur et subséquemment au coût amorti.

Les emprunts bancaires, les créateurs et charges à payer, les autres éléments du passif et les dettes long terme sont classés comme autres passifs et sont évalués initialement à la juste valeur et subséquemment au coût après amortissement, à l'exception du passif en lien avec les unités d'actions différées qui sont mesurées à la juste valeur.

La Société a déterminé que la juste valeur de ces actifs et passifs financiers correspond à leurs valeurs comptables à l'exception de la dette à long terme aux dates des bilans.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur. La variation de la juste valeur relative à la partie efficace de la couverture est constatée dans les autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices.

La juste valeur de la dette à long terme, estimée selon les flux de trésorerie actualisés prévus, aux taux offerts à la Société pour des dettes ayant les mêmes conditions et échéances, est de 288 994 000 \$ pour les effets de premier rang (251 598 000 \$ en 2008) et de 328 311 000 \$ pour les emprunts bancaires (néant en 2008), qui comprend 1 751 000 \$ des swaps de taux d'intérêts.

B) RISQUE DE CRÉDIT

Les instruments financiers qui sont assujettis à une concentration du risque de crédit pour la Société sont les quasi-espèces et les comptes débiteurs.

Les quasi-espèces sont principalement composées de dépôts à court terme. Aucune quasi-espèce n'est constituée d'actifs soutenus par du papier commercial. La Société a déposé les quasi-espèces auprès d'institutions financières réputées, ce qui porte la direction à croire que le risque de perte est minime.

La Société fournit du crédit à ses clients dans le cours normal des activités. Des évaluations de crédit sont effectuées sur une base régulière et les états financiers tiennent compte d'une provision pour créances douteuses.

La Société considère qu'elle est exposée à un faible risque de concentration de crédit en lien avec des comptes à recevoir des clients, compte tenu de la diversité et l'ampleur de sa clientèle et de sa diversité géographique. Il n'y avait aucun compte à recevoir supérieur à 10 % du solde total des comptes à recevoir au 31 mars 2009.

La provision pour créances douteuses ainsi que les comptes à recevoir échus sont revus par la direction à toutes les dates de bilan. La Société révisé l'estimation de sa provision pour créances douteuses en fonction de la recouvrabilité des comptes à recevoir en fonction du solde de chaque client en considérant l'historique et les tendances des comptes échus. Les comptes à recevoir sont radiés une fois déterminés comme étant non recouvrables.

En moyenne, 10 % des comptes à recevoir de la Société sont considérés comme échus au-delà des termes standard mais qui ne sont pas dépréciés. La valeur comptable des comptes à recevoir est réduite par la provision pour créances douteuses et le montant de la perte est comptabilisé dans l'état des résultats dans les coûts d'exploitation. Lorsqu'un solde recevable est considéré comme non recouvrable, il est mis en contrepartie de la provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants radiés antérieurement sont portés en diminution des coûts d'exploitation dans l'état des résultats. Cependant, la direction ne croit pas que ces provisions soient significatives.

C) RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières aux moments requis. La Société gère ses liquidités en fonction de sa gestion du capital ainsi que de son levier financier, tel que mentionné à la note 21 des états financiers consolidés vérifiés (Gestion du capital). De plus, la direction gère le risque de liquidité en analysant continuellement les flux de trésorerie projetés et actuels. Le conseil d'administration révisé et approuve les budgets opérationnels et les dépenses en capital de la Société ainsi que toutes transactions significatives qui ne sont pas effectuées dans le cours normal des activités.

Au 31 mars 2009, la Société détenait des espèces et quasi-espèces équivalant à 43 884 000 \$. La Société dispose également de facilités de crédit bancaires à court terme (note 7) pour un montant de 802 000 000 \$. Compte tenu des liquidités dont la Société dispose, en relation avec les moments auxquels les paiements des obligations sont dus, la direction estime que les risques de liquidité auxquels la Société est exposé sont faibles.

D) RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Les emprunts bancaires portent intérêt à des taux variables. Les effets de premier rang possèdent un taux fixe donc aucun risque d'intérêt ne subsiste sur cette dette.

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009, la dépense d'intérêt sur la dette à long terme totalise 20 684 000 \$ (18 806 000 \$ au 31 mars 2008). Le montant d'intérêts courus au 31 mars 2009 représente 8 661 000 \$ (7 049 000 \$ au 31 mars 2008).

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt de par ses obligations financières portant intérêts à des taux variables..

Au 31 mars 2009, le montant net exposé aux fluctuations à court terme des taux est d'approximativement 179 000 000 \$. Selon cette exposition, une augmentation de 1 point de pourcentage du taux d'intérêts aurait un impact défavorable d'approximativement 1 300 000 \$ sur le bénéfice net, il y aurait une incidence égale et inverse pour une diminution de 1 point de pourcentage.

NOTE 20 INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

La Société utilise des contrats dérivés pour gérer la combinaison de taux d'intérêt variables sur sa dette bancaire à long terme. En janvier 2009, la Société a effectué des swaps de taux d'intérêt pour fixer les taux payés sur des acceptations bancaires canadiennes. La Société payera un taux fixe moyen d'intérêt de 1,05 % majoré de 0,5 % jusqu'à un maximum de 1,125 % sur des montants totalisant 300 000 000 \$ entre le 22 janvier 2009 et le 7 février 2011. Au 31 mars 2009, les swaps de taux d'intérêt rencontraient les critères pour la comptabilité de couverture. La juste valeur de ces instruments a été comptabilisée dans les autres passifs.

E) RISQUE DE TAUX DE CHANGE

La Société exerce ses activités dans différents pays et est donc exposée au risque de change découlant de transactions en différentes devises. Le risque de change provient principalement de transactions commerciales futures qui sont transigées en devises qui ne sont pas la devise opérationnelle standard de la Société faisant partie de la transaction. La Société a des contrats en devises étrangères en date du bilan pour l'achat de 1 800 000 euros (2 400 000 euros en 2008).

La Société est principalement touchée par la variation du dollar américain. Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net et du résultat étendu de la Société à une appréciation de 1 % du dollar américain par rapport au dollar canadien. Pour une dépréciation de 1 % du dollar américain par rapport au dollar canadien, il y aurait une incidence égale et inverse sur le bénéfice net et le résultat étendu.

	2009	2008
	Impact du dollar américain	Impact du dollar américain
Augmentation du bénéfice net	514 \$	681 \$
Augmentation du résultat étendu	8 050 \$	5 070 \$

F) RISQUE LIÉ AUX PRIX DES MARCHANDISES

La Société conclut occasionnellement des contrats afin de se couvrir contre la variation du prix des marchandises. À la date du bilan, les contrats en cours ont une juste valeur négative approximative de 3 790 000 \$ (juste valeur positive de 600 000 \$ en 2008). La Société n'utilise pas de couverture comptable pour ces transactions.

NOTE 21 GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en termes de gestion du capital est de s'assurer que la Société possède suffisamment de liquidités pour poursuivre sa stratégie de croissance et ainsi pouvoir effectuer des acquisitions précises tout en conservant une approche conservatrice en termes de levier financier et de gestion du risque financier. Un objectif additionnel est de fournir un rendement sur investissement adéquat aux actionnaires. De plus, la Société croit que le rachat de ses propres actions peut représenter, en certaines circonstances, une utilisation judicieuse de son capital.

Le capital de la Société est composé de dette nette et de capitaux propres. La dette nette est composée d'emprunts bancaires ainsi que d'une dette portant intérêt, net des espèces et quasi-espèces. L'utilisation principale du capital de la Société est de financer l'augmentation des éléments hors caisse du fonds de roulement ainsi que de supporter les dépenses en capital telles que l'augmentation des capacités et les acquisitions d'entreprises.

La mesure principale utilisée par la Société pour gérer son levier financier est le ratio de la dette nette sur les capitaux propres. Aux 31 mars 2009 et 2008, la dette nette sur les capitaux propres était comme suit :

	2009	2008
Emprunts bancaires	139 399 \$	222 584 \$
Portion court terme de la dette à long terme	214 421	-
Dette à long terme	403 065	225 830
Espèces et quasi-espèces	(43 884)	(165 710)
Dette nette	713 001 \$	282 704 \$
Capitaux propres	1 972 348 \$	1 619 160 \$
Dette nette sur les capitaux propres	0,36:1	0,17:1

La Société croit que le résultat du ratio actuel interne est conforme avec les objectifs en matière de gestion du capital de la direction.

La Société dispose de facilités de crédit qui nécessitent une revue trimestrielle et la Société respecte ses ratios au 31 mars 2009.

La Société n'est assujettie à aucune exigence de la part d'un organisme de réglementation.

NOTE 22 INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités dans deux secteurs : le Secteur Produits laitiers et le Secteur Produits d'épicerie.

Le Secteur Produits laitiers comprend principalement la fabrication et la distribution de fromage, de lait nature et d'ingrédients laitiers. Les activités de ce secteur sont exercées au Canada, en Europe, en Argentine (CEA) et aux États-Unis (USA).

Le Secteur Produits d'épicerie représente les activités de fabrication et de commercialisation de petits gâteaux. L'actif total de ce secteur comprend le placement de portefeuille.

Ces secteurs sont gérés distinctement puisque chaque secteur d'activité représente un secteur stratégique qui offre différents produits et qui dessert différents marchés. La Société évalue la performance en fonction du bénéfice d'exploitation géographique et du bénéfice d'exploitation des secteurs d'activité pris isolément.

Les conventions comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 1 portant sur les principales conventions comptables. La Société n'effectue pas de ventes intersectorielles.

Information par secteur d'activité

	2009			2008		
	CEA	USA	Total	CEA	USA	Total
Revenus ¹						
Produits laitiers	3 323 541 \$	2 304 613 \$	5 628 154 \$	2 966 293 \$	1 927 983 \$	4 894 276 \$
Produits d'épicerie	165 109	-	165 109	164 624	-	164 624
	3 488 650 \$	2 304 613 \$	5 793 263 \$	3 130 917 \$	1 927 983 \$	5 058 900 \$
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices						
Produits laitiers	378 898 \$	152 006 \$	530 904 \$	363 365 \$	145 478 \$	508 843 \$
Produits d'épicerie	16 895	-	16 895	17 201	-	17 201
	395 793 \$	152 006 \$	547 799 \$	380 566 \$	145 478 \$	526 044 \$
Amortissement						
Produits laitiers	41 560 \$	58 849 \$	100 409 \$	36 810 \$	34 780 \$	71 590 \$
Produits d'épicerie	7 875	-	7 875	7 844	-	7 844
	49 435 \$	58 849 \$	108 284 \$	44 654 \$	34 780 \$	79 434 \$
Bénéfice d'exploitation						
Produits laitiers	337 338 \$	93 157 \$	430 495 \$	326 555 \$	110 698 \$	437 253 \$
Produits d'épicerie	9 020	-	9 020	9 357	-	9 357
	346 358 \$	93 157 \$	439 515 \$	335 912 \$	110 698 \$	446 610 \$
Intérêts			31 715			25 344
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices			407 800			421 266
Impôts sur les bénéfices			128 852			133 066
Bénéfice net			278 948 \$			288 200 \$

¹ Les revenus sont attribués aux pays où s'effectue la fabrication.

NOTE 22 INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Information géographique

	2009				2008			
	Canada	Argentine et Europe	États-Unis	Total	Canada	Argentine et Europe	États-Unis	Total
Revenus ¹								
Produits laitiers	2 988 513 \$	335 028 \$	2 304 613 \$	5 628 154 \$	2 700 962 \$	265 331 \$	1 927 983 \$	4 894 276 \$
Produits d'épicerie	165 109	-	-	165 109	164 624	-	-	164 624
	3 153 622 \$	335 028 \$	2 304 613 \$	5 793 263 \$	2 865 586 \$	265 331 \$	1 927 983 \$	5 058 900 \$
Total de l'actif								
Produits laitiers	1 660 987 \$	271 142 \$	1 295 986 \$	3 228 115 \$	1 116 571 \$	237 687 \$	1 114 556 \$	2 468 814 \$
Produits d'épicerie	270 988	-	-	270 988	264 662	-	-	264 662
	1 931 975 \$	271 142 \$	1 295 986 \$	3 499 103 \$	1 381 233 \$	237 687 \$	1 114 556 \$	2 733 476 \$
Valeur comptable nette des immobilisations								
Produits laitiers	438 675 \$	97 210 \$	572 615 \$	1 108 500 \$	342 908 \$	91 645 \$	391 537 \$	826 090 \$
Produits d'épicerie	41 162	-	-	41 162	45 649	-	-	45 649
	442 837 \$	97 210 \$	572 615 \$	1 149 662 \$	388 557 \$	91 645 \$	391 537 \$	871 739 \$
Ajouts aux immobilisations								
Produits laitiers	43 359 \$	12 107 \$	63 000 \$	118 466 \$	42 113 \$	7 674 \$	42 594 \$	92 381 \$
Produits d'épicerie	3 397	-	-	3 397	9 342	-	-	9 342
	46 756 \$	12 107 \$	63 000 \$	121 863 \$	51 455 \$	7 674 \$	42 594 \$	101 723 \$
Écart d'acquisition								
Produits laitiers	269 204 \$	395 \$	321 254 \$	590 853 \$	156 324 \$	395 \$	196 397 \$	353 116 \$
Produits d'épicerie	169 430	-	-	169 430	169 430	-	-	169 430
	438 634 \$	395 \$	321 254 \$	760 283 \$	325 754 \$	395 \$	196 397 \$	522 546 \$

¹ Les revenus sont attribués aux pays où s'effectue la fabrication.

NOTE 23 CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.